



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Président Macron ne doit pas engager la France dans une économie de guerre

En évoquant la situation internationale du moment, à l'occasion de l'inauguration du salon de l'armement d'Eurosatory, le président de la République a tenu des propos graves de conséquences, annonçant « *qu'il fallait entrer dans une économie de guerre, dans laquelle nous devrions durablement nous organiser.* »

Le terme « d'économie de guerre » est minutieusement choisi et répété à trois reprises dans le discours pour justifier des augmentations durables des budgets de Défense en France, comme en Europe, et l'accélération d'une Europe de la défense, préparant les esprits à un conflit majeur.

Entrer en économie de guerre, c'est mobiliser les capacités civiles au service des moyens militaires et cela entraînera des conséquences majeures sur les orientations budgétaires mais aussi sur notre tissu industriel et les conditions de vie et de travail de milliers de salariés.

Confortant ces orientations, la Délégation Générale de l'Armement pousse pour un texte législatif permettant de réquisitionner des entreprises et des matériaux civils à des fins militaires.

Pour Macron, les budgets de Défense deviennent sa priorité et il entend y appliquer le « quoi qu'il en coûte », même si cela se fait au détriment de la réponse aux besoins sociaux qui s'expriment aujourd'hui dans les mobilisations et dans les urnes contre la vie chère, pour une politique de santé, d'éducation, de justice sociale, entre autres.

Enfilant les habits de grand timonier de l'Otan, Macron entend fédérer derrière lui tous les États européens pour investir davantage dans les armes, là où la diplomatie qu'il vient de saborder aurait eu un rôle majeur à jouer.

Cette dérive guerrière est dangereuse pour la Paix. Le surarmement ne pourra qu'apporter du sang et des larmes. Au surarmement conventionnel s'ajoute aujourd'hui une menace de dérapage nucléaire, alors même que le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (Tian) vient de trouver de nouveaux signataires pour éradiquer définitivement ce danger mortel pour l'humanité.

La CGT aurait voulu que le président de la République ait la même détermination pour gagner la bataille contre la Covid, qu'il avait lui-même qualifiée de « guerre ». Mais, aujourd'hui, force est de constater que les fermetures de lits se poursuivent, que les personnels de santé sont toujours aussi maltraités et que l'hôpital public est au bord de l'explosion.

Plutôt que de s'inspirer de la France des Lumières, des Droits de l'Homme et du progrès social, Macron fait le choix de parader avec les marchands d'armes.

Stoppons au plus vite ces politiques mortifères de va-t-en-guerre dans une course au surarmement de la planète. La seule voie de la raison, qu'elles que soient les difficultés, demeure la paix construite par des actions diplomatiques et politiques.

La CGT a toujours fait le choix de la Paix et du Progrès social et c'est en ce sens qu'elle prépare une initiative avec le Mouvement de la Paix qui se tiendra le 5 octobre 2022, à Montreuil, et dont le thème principal est : « Une économie pour la Paix ».

D'ici là, la CGT entend participer avec toutes ses organisations aux marches de la Paix, le 21 septembre, et à la journée de l'ONU du 26 septembre pour l'élimination totale des armes nucléaires.

Montreuil, le 16 juin 2022